Les relations Québec-Canada : Arrêter le dialogue de sourds

Andrew Ives

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/226>

DOI : 10.4000/eccs.226

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 133-135

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Andrew Ives, « Les relations Québec-Canada : Arrêter le dialogue de sourds », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 76 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/226> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.226>

Pierre HAMEL et Jean-Michel LACROIX, (dir), *Les relations Québec-Canada : Arrêter le dialogue de sourds*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2013, 150 p., ISBN 978-2-87574-054-0

Ce recueil de huit articles enrichi d'une introduction signée par les deux directeurs d'ouvrage nous replonge au cœur des relations tumultueuses entre le Québec et le Canada qui ont marqué la fin du 20^e siècle. Le choix de rouvrir le débat constitutionnel avec cette publication était quelque peu risqué car, comme le soulignent les deux directeurs, depuis l'échec des Accords du Lac Meech (1990) et de Charlottetown (1992), et surtout depuis le référendum sur la souveraineté en 1995 (rejeté par 50,6% des votants, soit une marge de seulement 54 000 voix), le sujet était « passé à l'arrière-plan des soucis politiques, sinon carrément à l'oubli » (p.9). Grâce à la qualité des contributions, Pierre Hamel et Jean-Michel Lacroix ont réussi leur pari de renouveler l'intérêt pour un sujet, qui, comme ils le soulignent, semblait avoir atteint un état quasi « fossilisé » (p.9). Par la perspective historique de certains articles, ce recueil met en lumière le désaccord de fond qui a toujours marqué les relations Québec-Canada en ce qui concerne la nature même du régime fédéral du pays, désaccord de fond qui a façonné l'histoire du pays. D'autres contributeurs prennent une perspective plus contemporaine et s'interrogent sur l'impasse constitutionnelle et la manière d'en sortir. Mais l'intérêt principal du livre est de rouvrir un débat qui ne pourra disparaître tant qu'il ne sera pas définitivement tranché. Ainsi les auteurs participent-ils à relancer un débat important qui continuera à animer la vie politique canadienne dans les années à venir malgré le constat, partagé par les différents auteurs, que ce sujet était encore en veilleuse lors des séminaires organisés à la Sorbonne en 2011 qui sont à l'origine de ce livre paru fin 2013.

Hamel et Lacroix entament le livre avec une introduction qui situe bien les enjeux et qui ouvre de multiples perspectives, avant de proposer un aperçu des différents articles qui suivront. Le seul regret qu'on peut avoir ici, c'est que certaines pistes prometteuses restent peu exploitées dans les chapitres qui suivent. Au premier chef on peut signaler un traitement insuffisamment approfondi du « nouveau contexte économique, social et politique » (p.10). Certes, Bob Young insiste sur les changements démographiques qui affaiblissent le poids du Québec au sein de la fédération dans son article de politique fiction intitulé : « Quebec and Canada : Associated States » (pp. 113-128). Caroline Andrew, quant à elle, souligne l'importance de la poursuite de l'urbanisation, et le rôle moteur qu'ont acquis les métropoles dans le développement économique, social et culturel du pays, mais on regrette que son article ne fasse qu'esquisser de futurs travaux. Deux autres transformations,

pointées comme primordiales dans l'introduction, sont malheureusement très peu développées dans les articles, notamment « l'affirmation des peuples autochtones », thématique négligée complètement lors des Accords du Lac Meech et qui a joué un rôle majeur dans son rejet, et « l'accroissement du pluralisme culturel découlant du poids croissant et de la diversité des groupes sociaux issus de l'immigration » (p.10), facteur éminemment important dans l'analyse de l'évolution des relations Québec-Canada depuis les années 1990. Bien qu'effleurée dans quelques articles, on regrette aussi l'absence d'une réflexion qui se serait focalisée sur les évolutions de la culture politique au Canada, et en particulier la prégnance actuelle du néolibéralisme dans les rapports Québec-Canada. Dans ce nouveau contexte politique de libre échange de plus en plus globalisé qui consacre la puissance des marchés, que deviennent les projets nationalistes québécois et pancanadiens, projets qui s'inscrivaient dans une vision davantage collectiviste incarnée par un gouvernement volontariste ?

Les quatre premiers articles du recueil, qui partagent une approche historique, insistent sur l'équilibre boiteux qui caractérise les relations Québec-Canada aujourd'hui et qui n'est pas sans rappeler les « deux solitudes. » Philip Resnick consacre une bonne partie de son article à établir l'arrière-plan historique. Puis, constatant que le débat a perdu la ferveur qui le caractérisait autrefois, il termine par l'idée qu'aujourd'hui, pour les Canadiens, le fédéralisme se résume à un calcul dépassionné qui se résout par un solde avantages/inconvénients favorable à l'union. Réjean Pelletier, s'il est d'accord avec le constat d'un débat terne où « l'immobilisme tient lieu de politique » (p.57), semble moins convaincu des mérites de l'équilibre actuel. Cet immobilisme résulte non pas du caractère satisfaisant du *statut quo*, mais plutôt du fait que les prérequis au changement ne sont pas réunis, à savoir que les citoyens canadiens n'ont ni confiance dans leurs institutions, ni envie de reconnaître la spécificité du peuple québécois. L'article de Gérard Boismenu reprend l'histoire politique contemporaine par le prisme de la question constitutionnelle, ce qui lui permet d'expliquer les résultats électoraux depuis cinquante ans. Sa démonstration est convaincante, même si son choix de départ l'oblige à négliger des facteurs autres que constitutionnels qui pèsent pourtant sur le comportement électoral. Enfin Joseph Yvon Thériault nous livre une réflexion de grande qualité. La première partie de son article permet de mieux comprendre l'histoire des relations Québec-Canada en l'abordant par le biais des critères de « nécessité politique » et « d'utilitarisme économique », analyse qui aurait pu s'enrichir en indiquant les liens entre sa pensée et les écrits d'Harold Innis. La deuxième partie de son article, où on perçoit l'influence du philosophe Charles Taylor, évoque la stratégie des libéraux canadiens qui

consiste à vendre un projet de société fondamentalement « post-nationale ». Toutefois, Thériault note que ce projet ne semble pas susciter l'adhésion des citoyens.

Les quatre articles suivants abordent la question des relations Québec-Canada sous un angle résolument contemporain. D'abord Dimitri Bonnet présente des arguments convaincants pour défendre une thèse à contre-courant selon laquelle l'action du Bloc Québécois aurait permis, non pas d'avancer la cause d'indépendance pour le Québec, mais aurait plutôt fonctionné comme une soupape pour préserver l'union. L'article de Caroline Andrew ouvre de nouvelles perspectives en proposant de reconnaître l'importance des régions métropolitaines et de créer une représentation politique pour elles; celles-ci, étant de nature plus hétérogène que les zones rurales, seraient peut-être plus ouvertes à la reconnaissance des spécificités québécoises. Bob Young tente de prévoir l'avenir des relations par une analyse de ce qu'il appelle les « tendances lourdes. » La paradoxe qu'il avance est que, si le Québec se retrouve en perte de vitesse sur le plan démographique, cet état de fait pourrait se révéler avantageux pour réaliser l'objectif d'un fédéralisme asymétrique dans la mesure où un Québec plus petit serait moins menaçant pour le reste du Canada ou pour le citer « a smaller Quebec could be a more self-contained Quebec ». (p.119) Eric Montpetit termine le livre en esquisant une méthode pour avancer vers une solution satisfaisante, non pas par une approche globale et visionnaire, mais par une série de petites avancées, ce qu'il dénomme « l'incrémentalisme disjoint ».

Lacroix et Hamel peuvent se féliciter d'avoir remporté leur pari risqué. En ouvrant ce débat trop longtemps délaissé ils nous offrent une série de réflexions fort intéressantes qui ouvrent la voie à de futures recherches. Ils ont même été un peu visionnaires dans la mesure où, contre toute attente, la place du Québec au Canada est redevenue une préoccupation des milieux politiques fédéraux et provinciaux lors des récentes élections provinciales au Québec (avril 2014). Par contre, la victoire des libéraux sous le leadership de Philippe Couillard, et le recul du Parti Québécois, laissent penser que « le fruit n'est toujours pas mûr », et que le débat sur les relations Québec-Canada semble devoir rester en veilleuse encore quelques années.

Andrew IVES

Université de Caen-Basse Normandie